

Convention constitutive d'un groupement de commandes « Mobilité propre »

Entre :

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), dont le siège est situé 173-175, rue de Bercy, CS 10205, 75588 Paris Cedex 12, représenté par son Président, Monsieur Jacques J.P. MARTIN, agissant en vertu de la délibération n°2014-05-25 en date du 22 mai 2014.

ci-après dénommé "le SIPPEREC"

et

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, syndicat mixte ouvert dont le siège est situé 2 rue Jean Lantier, 75001 Paris, représenté par sa Présidente, Madame Marie-Pierre de la GONTRIE, agissant en vertu d'une délibération en date du 28 juin 2017

ci-après dénommée « Autolib' et Vélib' Métropole »

Les deux ci-après collectivement désignés « **Les membres du groupement** »

PREAMBULE

Le développement de la mobilité propre sur le territoire national s'inscrit dans le cadre d'objectifs ambitieux. Ainsi, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit l'installation de sept millions de points de charge (offres publique et privée confondues) à l'horizon 2030.

Début 2017, la France comptait environ 16 000 points de charge en accès public. Selon l'Association nationale pour le développement de la mobilité électrique (AVERE), il faudrait 120 000 bornes afin que tous les conducteurs puissent utiliser leur véhicule sans inquiétude.

Le SIPPEREC et le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole, ont, de par leurs rôles respectifs, un certain nombre d'intérêts et de sujets convergents.

Le SIPPEREC exerce, en lieu et place des membres qui en font la demande, la compétence pour la mise en place d'un service public de création, d'entretien et d'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables. Le syndicat, en tant que coordonnateur du groupement de commandes d'achat d'électricité et maîtrise de l'énergie met, à disposition de ses adhérents, des marchés pour leur permettre d'équiper leurs bâtiments de bornes de recharges et d'intégrer, dans leur flotte, des véhicules propres. En complément, pour les communes adhérentes à la compétence « Electricité », le SIPPEREC propose, au titre de la convention de partenariat SIPPEREC/ENEDIS relative à la distribution électrique, des subventions pour l'acquisition de bornes de recharge destinées au domaine privé (subventionnées à hauteur de 60%) et de véhicules électriques (subventionnés à hauteur de 30%). En parallèle, le syndicat a lancé une réflexion pour prolonger ces actions engagées auprès des collectivités et étudie la possibilité de développer un réseau de recharge sur le domaine public, avec une réflexion sur la complémentarité avec les réseaux existants.

Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole est compétent pour l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de véhicules automobiles en libre-service dénommé « Autolib' ». Le Syndicat a confié l'exploitation de ce service à la société Autolib', filiale à 100% du groupe Bolloré. A ce titre, la société propose un système d'autopartage et de recharge pour véhicules électriques en Ile-de-France. Aujourd'hui, 3 946 véhicules sont en circulation et 6 225 bornes de recharge mises en service. Il propose également aux propriétaires de véhicules électriques ou hybrides rechargeables de se recharger sur leurs bornes.

Afin de participer à l'atteinte des objectifs de mobilité propre issus de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte sur le territoire francilien, le SIPPEREC et Autolib' Métropole sont amenés, pour répondre à leurs besoins, à conclure des marchés publics.

L'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics offre la possibilité à un ou plusieurs acheteurs et une ou plusieurs personnes morales de droit privé de constituer des groupements de commandes.

Compte tenu des similitudes de leurs besoins, le groupement de commandes apparaît comme le dispositif le plus satisfaisant pour engager une coopération et mutualiser

ainsi les procédures pour l'étude et le développement d'installation de bornes de recharge et services connexes sur le domaine public francilien.

Sur cette base, le SIPPEREC et Autolib' et Vélib' Métropole concluront des conventions ad hoc afin de déterminer les modalités juridiques, techniques et financières de chaque marché à lancer.

Ainsi, c'est dans ce contexte qu'est prévue la présente convention constitutive de groupement de commandes.

DEFINITIONS

Coordonnateur : Membre du groupement qui se voit confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public au nom et pour le compte des autres membres. Plusieurs coordonnateurs peuvent être désignés.

Groupement de commandes : Constitué pour la passation, de la signature, de l'exécution et du suivi de marchés relatifs à la mobilité propre pour chaque membre du groupement.

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le(s) coordonnateur(s) désigné(s) a(ont) la qualité de représentant du pouvoir adjudicateur. Il(s) représente(nt) collectivement les membres pour l'ensemble des actes engageant le Groupement et est(sont) le(s) seul(s) habilité(s) à agir pour le compte du Groupement, engageant ainsi la responsabilité contractuelle de chacun des Membres vis-à-vis des titulaires du marché et vis-à-vis des autres Membres.

Article 1. Objet du groupement

Le groupement de commandes prévu par la présente convention est chargé de la passation, de la signature, de l'exécution et du suivi de marchés relatifs à l'étude et au développement d'installation de bornes de recharge et services connexes sur le domaine public francilien.

Article 2. Membres du groupement

Le groupement est constitué du SIPPEREC et d'Autolib' et Vélib' Métropole, dénommés « membres » du groupement de commandes.

Article 3. Forme du groupement

Le groupement n'est pas doté de la personnalité morale.

Article 4. Désignation et missions du coordonnateur

Le(s) coordonnateur(s) du groupement de commandes sera(ont) déterminé(s) avant la passation de chaque marché, sur la base de la convention type jointe en annexe.

En tout état de cause, le(s) coordonnateur(s) a(ont) la qualité de représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Il(s) est(sont) désigné(s) pour représenter collectivement les membres pour l'ensemble des actes engageant le Groupement et est(sont) le(s) seul(s) habilité(s) à agir pour le compte du Groupement, engageant ainsi la responsabilité contractuelle de chacun des Membres vis-à-vis des titulaires du marché et vis-à-vis des autres Membres.

Dans le respect des règles prévues par la réglementation applicable aux marchés publics dont notamment l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le(s) coordonnateur(s) exerce(nt), lorsqu'il(s) est(sont) en charge de la passation des marchés, les missions telles que définies ci-après limitativement:

- Il prépare l'ensemble des documents de la consultation pour le marché,
- Il assure l'ensemble des formalités de publicité pour le marché (avis d'appel public à la concurrence, éventuel(s) avis rectificatif(s), avis d'infructuosité ou de sans suite, avis d'attribution),
- Il procède à la réception et à l'ouverture des plis, à l'enregistrement du contenu des candidatures et des offres, à l'analyse des offres et au choix du(des) titulaire(s) du marché en collaboration avec les autres Membres du Groupement,
- Il choisit le titulaire du marché,
- Il informe les candidats retenus et les candidats non retenus et demande à l'attributaire pressenti la production de certificats sociaux et fiscaux,
- Il effectue l'éventuelle mise au point du marché si nécessaire,
- Il procède à la notification du marché au nom de tous les membres du groupement,
- Il envoie l'avis d'attribution,
- Il rédige et signe le rapport de présentation et en communique une copie aux Membres du Groupement qui en feraient la demande,
- Il procède à la conservation des documents de procédure et pièces de marché au nom du groupement.

Le(s) coordonnateur(s) exerce(nt), lorsqu'il(s) est(sont) en charge de l'exécution des marchés, les missions telles que définies ci-après limitativement:

- Il signe les éventuelles modifications au marché, préalablement approuvées par les Membres du groupement, en cas de modification des termes de celui-ci.

Article 5. Modalités de fonctionnement du groupement

Les membres évaluent la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Ils les communiquent au coordonnateur en vue de la passation des accords-cadres ou marchés.

Les membres du groupement déterminent pour chaque marché, le coordonnateur chargé de la passation. En outre, les membres du groupement assurent la bonne exécution des marchés portant sur leurs besoins. Ils peuvent décider qu'un des membres assure au nom de l'un ou de l'ensemble du groupement l'exécution du marché, en définissant au préalable les modalités de restitution et d'information des prestations réalisées.

D'autres échanges peuvent être organisés entre les membres autant que de besoin.

Article 6. Définition des besoins

Afin de faciliter la définition des besoins et la passation des marchés, les membres du groupement s'engagent à mettre en commun et partager leurs données. En outre, Autolib' et Vélib' Métropole s'engage à partager son retour d'expérience sur la mise en place et l'exploitation de son service.

En outre, les membres s'engagent à désigner un interlocuteur identifié pour gérer les relations entre eux. Chaque membre s'engage également à communiquer tout élément nécessaire et utile à la réalisation des marchés lancés dans le cadre du groupement de commandes.

Article 7. Participation financière

Aucune participation des membres du groupement aux frais de gestion de ce dernier n'est demandée.

Les modalités financières de chaque marché seront définies avant la passation de chaque marché, sur la base de la convention type jointe en annexe.

En tout état de cause, les membres pourront :

- Soit contribuer aux différents coûts liés à la passation et l'exécution du marché, la répartition des contributions respectives étant alors fixée par la convention type jointe en annexe. Dans ce cas, les appels de fonds seront effectués par le coordonnateur désigné auprès des autres membres du groupement sur présentation des justificatifs et suivant un échéancier établi dans la convention type jointe en annexe ;
- Soit payer directement le prestataire retenu. La répartition des coûts à payer directement au prestataire sera alors définie dans la convention type jointe en annexe.

Un membre du groupement ne saurait être sollicité pour se substituer à un autre membre défaillant. La responsabilité solidaire ne s'applique pas au cas d'espèce.

Article 8. Adhésion / retrait des membres du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par une délibération de l'assemblée délibérante approuvant la convention constitutive. Cette délibération et la convention constitutive signée sont notifiées aux autres membres du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement est libre de se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante.

Cette décision est notifiée aux autres membres du groupement de commandes. Le retrait ne prend dans tous les cas effet qu'à l'expiration des accords-cadres ou marchés en cours de passation et/ ou d'exécution à la date de notification de la décision.

Article 9. Modification de la convention constitutive du groupement de commandes

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par avenant par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement ainsi que l'avenant signé sont notifiées aux autres membres du groupement.

Article 10. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires

Pour le SIPPEREC

Pour le Syndicat mixte
Autolib' et Vélib' Métropole

Le Président

La Présidente

Jacques J.P. MARTIN
Maire de Nogent-sur-Marne
Président du Territoire ParisEstMarne&Bois

Marie-Pierre de la GONTRIE

ANNEXE 1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Convention type relative aux modalités juridiques, techniques et financières à définir avant la passation de chaque marché.

**Convention type relative aux modalités juridiques, techniques et financières
du marché relatif à [A COMPLETER]**

Entre :

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), dont le siège est situé 173-175, rue de Bercy, CS 10205, 75588 Paris Cedex 12, représenté par son Président, Monsieur Jacques J.P. MARTIN, agissant en vertu de la délibération n°2014-05-25 en date du 22 mai 2014.

ci-après dénommé "le SIPPEREC"

et

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, syndicat mixte ouvert dont le siège est situé 2 rue Jean Lantier, 75001 Paris, représenté par sa Présidente, Madame Marie-Pierre de la GONTRIE, agissant en vertu d'une délibération en date du 28 juin 2017

ci-après dénommée « Autolib' et Vélip' Métropole »

Les deux ci-après collectivement désignés « **Les membres du groupement** »

PREAMBULE

Afin de participer à l'atteinte des objectifs de mobilité propre issus de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte sur le territoire francilien, le SIPPEREC et Autolib' et Vélib' Métropole sont amenés, pour répondre à leurs besoins, à conclure des marchés publics nécessitant parfois des procédures représentant un coût de fonctionnement non négligeables pour chacune des structures.

Les Parties ont donc décidé de créer un groupement de commandes relatif à la mobilité propre afin de mutualiser les procédures. La convention constitutive a été signée le [A COMPLETER].

En application des articles 5 et 6 de cette convention, les Parties se sont rapprochées pour déterminer, dans la présente convention, les modalités juridiques, techniques et financières qui s'appliqueront au marché relatif à [A COMPLETER].

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités juridiques, techniques et financières du marché relatif à [A COMPLETER].

Article 2. Désignation du coordonnateur

[A COMPLETER] est désigné comme coordonnateur du groupement de commandes pour la passation du marché visé à l'article 1.

Dans le respect des règles prévues par la réglementation applicable aux marchés publics dont notamment l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le(s) coordonnateur(s) exerce(nt), lorsqu'il(s) est(sont) en charge de la passation des marchés, les missions définies limitativement ci-après :

- [A COMPLETER]
- [A COMPLETER]
- [A COMPLETER]

En outre, [A COMPLETER] est désigné comme coordonnateur du groupement de commandes pour l'exécution du marché visé à l'article 1.

Le(s) coordonnateur(s) exerce(nt), lorsqu'il(s) est(sont) en charge de l'exécution des marchés, les missions telles que définies ci-après :

- [A COMPLETER]

Un comité de pilotage entre les membres du groupement de commandes sera mis en place pour le suivi de la procédure de passation et de l'exécution de la prestation attendue.

Article 3. Modalités financières

[A COMPLETER SELON L'OPTION CHOISIE]

Article 4. Confidentialité et diffusion

Chaque membre s'engage à respecter le secret sur toutes les informations ayant trait aux prix et conditions des offres, qui sont considérées comme confidentielles.

La teneur des débats durant la procédure de choix des opérateurs économiques ainsi que les résultats ne doivent pas être divulgués.

Tous les documents réalisés ou réceptionnés par ce groupement de commandes sont soumis aux règles de confidentialité habituelle sauf les documents administratifs communicables.

Leur diffusion en dehors des membres associés doit faire l'objet d'un accord collectif.

Article 5. Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par le SIPPEREC aux membres du groupement, après signature des Parties.

Article 6. Modification de la convention

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par avenant par l'ensemble des membres du groupement.

Article 7. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires

Pour le SIPPAREC

Le Président

Pour le Syndicat mixte Autolib' et
Vélib' Métropole

La Présidente

Jacques J.P. MARTIN

Maire de Nogent-sur-Marne
Président du Territoire Paris EstMarne&Bois

Marie-Pierre de la GONTRIE